



La véritable conspiration d'AIG

Par [Prof Michael Hudson](#)

Mondialisation.ca, 22 mars 2009

22 mars 2009

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Économie](#)



Cela peut paraître étrange mais le scandale des 135 millions de dollars de primes versées par AIG est un cadeau du ciel pour Wall Street, et pour les voyous d'AIG aussi. Comment les média peuvent-ils s'étonner de découvrir que la rapacité régnait dans le secteur financier ? Ces deux derniers jours, ces primes ont fait la une de toutes les chaînes de télévision et tous les journaux du pays, de droite comme de gauche.

Qu'est-ce qui cloche dans cette histoire ? N'y a-t-il pas quelque chose de *forcé* dans les vociférations du Sénateur Charles Schumer et du Représentant Barney Frank, les principaux meneurs de cette fronde contre les banques ? Est-ce que cette histoire ne tombe pas à pic pour le président Obama qui peut *enfin* critiquer Wall Street ? Même le *Wall Street Journal* s'y est mis. La prise de contrôle d'AIG par le gouvernement, écrit ce journal, "*sert de filière pour renflouer d'autres compagnies.*" Ainsi donc, la rapacité ne se limiterait pas aux seuls employés d'AIG. Cette société devait beaucoup plus à d'autres compagnies - à l'étranger comme à Wall Street - une dette supérieure au montant total de ses actifs. C'est ça qui a provoqué sa faillite. Et une opposition populaire monte de plus en plus contre la manière qu'Obama et McCain se sont entendus pour soutenir le renflouement qui s'élève désormais à des milliards de milliards de dollars qui ont disparus. Qui n'ont pas disparu pour tout le monde, bien entendu, notamment pour ceux qui se trouvaient du bon côté des paris financiers d'AIG.

"*Les gens de Washington veulent se focaliser sur les primes parce que cela détourne la colère du public vers le secteur privé,*" accuse le *Wall Street Journal* dans un éditorial du 17 mars. Mais au lieu d'expliquer comment la colère est déviée d'un détournement mille fois supérieur à ces primes, le journal accuse sa bête noire habituelle : le Congrès. Là où la droite et la gauche ne sont en désaccord que sur le nom du coupable !

Le problème avec tout ce ramdam sur les 135 millions de dollars de primes d'AIG est le suivant : cette somme représente moins de 0,1 pour cent - un millième - des 183 MILLIARDS de dollars versés par le Trésor américain à AIG pour que cette dernière puisse rembourser ses dettes. Cette somme, plus de mille fois le montant des primes sur lesquels l'opinion publique est invitée à se défouler, n'est pas restée dans les coffres d'AIG. Pendant plus de six mois, les médias et les parlementaires ont tenté de savoir où cet argent était passé. Bloomberg a porté plainte. Sans succès.

Et puis finalement, dans la nuit du dimanche 15 mars, le gouvernement a communiqué les détails qui se sont révélés très embarrassants. Le principal bénéficiaire de cet argent se trouve être celle dont la rumeur colportait déjà le nom : la propre société de Paulson,

Goldman Sachs. Cette société a reçu 13 milliards de dollars d'AIG. Voilà ce qui s'est passé : au mois de septembre dernier (2008), le secrétaire au Trésor Paulson, de Goldman Sachs, rédigea un document de trois pages sur les grandes lignes de son projet de sauvetage. Le projet prévoyait une immunité pour lui-même et les employés du Trésor (y compris donc pour ses subordonnés, de Goldman Sachs aussi), en toutes circonstances, et que leurs décisions ne pouvaient être ni contestées ni annulées, encore moins faire l'objet de poursuites devant la justice. Ces clauses ont provoqué la colère du Congrès qui rejeta cette première version.

Il s'avère aujourd'hui que Paulson avait de bonnes raisons d'insérer de telles clauses. C'est vers lui que la colère du public devrait se diriger.

Mais les principaux meneurs au Congrès du plan de sauvetage - y compris Obama qui s'est révélé, lors de son dernier débat électoral avec McCain, un fervent défenseur du plan Paulson, version courte - ne parlent que des sommes versées aux cadres d'AIG, mais pas de celles distribuées par AIG.

Il y a deux questions qu'il faut toujours se poser lorsqu'une opération politique est lancée. Premièrement, à qui profite-t-elle ? Deuxièmement, pourquoi *maintenant* ? L'expérience m'a montré que le *timing* était pratiquement toujours la clé à la compréhension des enjeux.

en ce qui concerne le "*qui profite*", qu'est-ce que le sénateur Schumer, le Représentant Frank et le président Obama et autres sponsors de Wall Street ont à gagner d'un scandale public ? Pour commencer, ça donne l'impression qu'ils s'opposent au secteur bancaire et financier, alors qu'ils ne sont que des lobbyistes qui se consacrent à leur obtenir des avantages, encore plus d'avantages. Ainsi, l'affaire des primes d'AIG a permis de camoufler leurs véritables loyautés. Elle leur permet d'adopter une posture trompeuse et ils pourront se feront passer pour "d'honnêtes courtiers" la prochaine fois qu'il distribueront de façon malhonnête des milliards à leurs sponsors et financiers.

En ce qui concerne le *moment*, je crois que j'ai déjà répondu plus haut. Le scandale des primes a détourné l'attention des 183 milliards qu'AIG a redistribués. On dit que la somme "finale" qu'elle donnera s'élèverait à 250 milliards de dollars. Alors Schumer, Frank et Obama auront encore du pain sur la planche au service de leurs amis de Wall Street pendant un an ou deux.

Pour réussir - tout en contenant la colère du public contre ces sauvetages - ils doivent adopter précisément l'attitude qu'ils sont en train d'adopter. Un véritable exercice de style en matière de duperie.

La morale de cette histoire devrait être : plus grosses sont les larmes de crocodile versées sur les primes accordées à quelques individus d'AIG (qui, par ailleurs, ne semblent pas faire partie du secteur douteux des *hedge-funds* mais plutôt de celui des assurances classiques) et plus l'attention du public se détournera des 180 milliards redistribués et plus ils seront à même de distribuer encore plus d'argent public (bons du Trésor et dépôts de la Fed) à leurs organisations caritatives financières préférées.

Allons récupérer le véritable argent donné à AIG - les 183 milliards ! Je sais que cet argent a déjà été redistribué et qu'on ne pourra pas le récupérer auprès de ceux qui savaient qu'Alan Greenspan, George Bush et Hank Paulson étaient en train de mener l'économie américaine vers l'abîme, enveloppée dans les montages financiers garantis par AIG. Ils ont siphonné

l'argent public en bonne et due forme, en plaçant leurs hommes aux postes clés du gouvernement afin de mieux se servir.

Alors allons les chercher, tous autant qu'ils sont. Le sénateur Schumer a dit aux bénéficiaires des primes d'AIG que le fisc pourrait les poursuivre et récupérer l'argent, d'une manière ou d'une autre. Ce qui serait possible aussi pour les 183 milliards restants. Tout ce qu'il faut faire c'est rétablir les taxes foncières et augmenter les taux (diminués par Clinton) des tranches les plus élevés de l'impôt sur le revenu.

On peut récupérer cet argent. Et c'est justement ce dont Schumer, Frank et compagnie ne veulent pas entendre parler. C'est pour cela qu'ils ont détourné l'attention du public. C'est ainsi que l'on évite que les gens ne parlent de ce qui est réellement important.

Article original : [The Real AIG Conspiracy](#), 18 mars 2009.

Traduction VD pour le Grand Soir <http://www.legrandsoir.info>

Michael Hudson est un ancien économiste de Wall Street. Professeur de recherches à l'Université du Missouri, Kansas City (UMKC), il est l'auteur de nombreux ouvrages, dont Super Imperialism : The Economic Strategy of American Empire (new ed., Pluto Press, 2002), son site <http://www.michael-hudson.com>.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Prof Michael Hudson](#), Mondialisation.ca, 2009

Articles Par : [Prof Michael Hudson](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca